**Et si on instaurait une sécurité sociale de l’alimentation ?**

**Han – 28 mars 2022**

**Tour de table des participants :**

* Françoise Humblet (asbl Solidairement qui travaille sur un projet de centrale d’achat de légumes)
* Sandrine Conradt (Relais social Luxembourg)
* Arthur Tibesart (entre-autre ambassadeur de Terre-en-Vue)
* Pascal Beaujeant et Anne Francard (De la graine à l’assiette)
* Nicole Pauquet et Virginie Picard (Croix-Rouge)
* Valérie Calay (Halle de Han, projet Loc’Halle et notamment Box in the chef)
* Pierre Peeters (Province du Luxembourg, service agriculture)
* Jonathan Peuch (Fian)
* Antonin Thomas (CIEP)
* Véronique Huens (Nature Attitude)

Introduction et rappel des objectifs par V. Huens de Nature Attitude

**La sécurité sociale de l’alimentation : de quoi parle-t-on ?**

Voir PPT présenté par Jonathan Peuch en pièce jointe.

Quelques notes complémentaires :

**Hausse de la pauvreté alimentaire**

Le droit à l’alimentation est victime de différentes violations. L'alimentation, c'est comme la santé, c'est une variable d'ajustement dans le budget alors que d'autres postes sont incompressibles (loyers, énergies, etc.). Quand on n’a pas beaucoup d’argent, on va diminuer son alimentation. Il ne s’agit pas uniquement de manger mais de “bien manger”.

Le nombre de personnes qui sollicitent l'aide alimentaire est en constante augmentation mais, par ailleurs, n'est pas représentatif des personnes qui sont en précarité alimentaire. Car pour bénéficier de cette aide, il faut faire des démarches nombreuses et humiliantes ou difficiles : c'est accepter de dire « je n'ai pas assez d'argent que pour nourrir mes enfants ». On y va du coup que quand on n'arrive même plus à manger des pâtes au beurre.

16% des décès sont liés à la cigarette et 14% à l'alimentation (obésité, diabète, maladie cardiovasculaires, etc.). Et pourtant, il y a beaucoup plus de messages concernant la cigarette que l'alimentation.

Idée reçue que « les pauvres mangent mal ». Le constat est que tout le monde mange mal, dans toutes les classes sociales. Seuls 12% de la population mangent selon les recommandations de l’OMS (notamment les 5 portions de fruits et légumes). Les femmes et les familles mangent mieux. Quand on est seul, on mange par contre souvent très mal car c'est plus facile de cuisiner quand c’est partagé.

**Système agroalimentaire industriel indéboulonnable**

Les nombreux efforts réalisés, les alternatives qui visent l’accès à une meilleure alimentation et de qualité ne dépassent pas les 20-25% puisque l’organisation est construite pour le marché international.

70% à 80% de l'alimentation continue de passer par les supermarchés.

On n'a pas réussi à inverser la tendance malgré toutes les initiatives qui existent. De plus, l'alimentation de qualité est souvent réservée à une partie de la population aisée.

Remarque : Il est difficile pour les populations les moins aisées d’avoir accès à ce type de produit parce que le système est organisé de manière à leur renvoyer le fait que ces populations n’ont pas droit à une alimentation saine (de par le prix notamment).

La consommation de viande ne diminue pas non plus.

Remarque : Pour l'instant, les supermarchés sont un des acteurs clés de l'aide alimentaire. Colruyt donne par exemple tous ses invendus (d'autres refusent de le faire comme Aldi).

Réaction : attention, ce système la bénéficie aux grandes surfaces puisque tous leurs dons sont défiscalisés et ça les aide à gérer leurs invendus. La SSA veut justement proposer une alternative à ce système et ne pas l'encourager.

Parallèlement, le revenu moyen des agriculteurs diminue et les agriculteur.trices ne sont plus autant. En 1980, il y avait 113 883 exploitations agricoles pour 36 111 en 2019 (avec le progrès mécaniques les agriculteurs gèrent de plus grandes étendues et la transmission des fermes ne se fait plus comme auparavant).

**Des alternatives inoffensives ?**

Françoise de Solidairement explique que tant du côté des producteurs que des épiceries qui sont dans l'alternative, ils constatent un épuisement généralisé. Les gens sont au bout du rouleau. On pense que des alternatives existent mais il faudra voir si elles sont encore là d'ici quelques années. Elles luttent contre une machine énorme. Toutes ces alternatives qui se créent sont très fragiles.

Environnement alimentaire : c'est ce qui est autour de nous pour nous alimenter. Dans certains endroits, cet environnement alimentaire est très pauvre : qu'une grande surface par exemple. Peu de choix donc.

Remarque: Notre alimentation va dépendre également du milieu dans lequel nous évoluons et de notre situation personnelle (célibataire vs famille,...). Difficile de manger sainement quand on est seul car l’envie est moindre de se préparer un bon petit plat.

Quatre idées closes:

* L’impossible transformation du système alimentaire
* Hausse sans cesse de la pauvreté.
* Laisser la question de l’alimentation au marché privé.
* Idée de la collectivisation.

Remarque: “ On a des paysans qui sont conscients qu’il y a des personnes qui ne savent pas s’alimenter mais d’un autre côté, il faut bien que ces producteurs gagnent leur vie, c’est pourquoi ils se sentent impuissants face à la situation des plus pauvres. Eux-mêmes ne gagnent pas bien leur vie”.

Arrêter de penser en termes de producteurs/consommateurs. Comment faire bénéficier l’alimentation à beaucoup de gens ?

Chaque secteur pris individuellement ne peut pas financer le tout alors que tout le monde à un intérêt. Alors que faire ?  La SSA est un peu utopique mais elle permet de penser le changement et faire preuve d’invention.

**Pistes face à ces trois constats**

Le coût de la SSA pourrait tout à fait être porté par un ensemble de secteurs qui y auront à gagner : santé, environnement, etc. Mais pour cela, besoin de coordonner ces secteurs qui pour l'instant se renvoient la balle et n'ont pas la légitimité à porter seul ce type de projet. Important pour le plaidoyer de pouvoir chiffrer le coût d'une mauvaise alimentation et donc les gains d'un projet comme la SSA pour chacun de ces secteurs. Comment associer à la fois les acteurs économiques classiques (COMEOS, FUGEAS) et les acteurs sociaux (école, santé...) ?

Remarque:  Il faut penser à la mobilité . Chaque territoire est spécifique et chaque région qui voudrait mettre ce type de démarche en place doit pouvoir se l’approprier.

Des Conseils de politique alimentaire commencent à se développer à Liège, Namur, Charleroi, Bruxelles (<https://www.fian.be/Les-conseils-de-politique-alimentaire?lang=fr>). Ce sont des organes qui réunissent localement tous les acteurs de la chaîne alimentaire pour donner des directions en vue d’améliorer les systèmes alimentaires à l’échelle territoriale, en s’assurant qu’ils soient plus durables du point de vue environnemental et plus justes du point de vue social.

Où en est-on dans la capacité actuelle de fournir une alimentation locale à 100% ? Comment imaginer ce genre de projet si on n’arrive pas à produire suffisamment pour couvrir les besoins des gens ? Quelle est la situation en termes de production sur notre territoire? Qu’est-ce qu’il est possible de manger?

Philippe Carré a fait une étude sur le sujet et avec le territoire wallon, il serait possible de nourrir la Wallonie et la région de Bruxelles (moyennant un réaménagement de l’organisation comme par exemple diminuer la surface dédiée à l’élevage). Il s’agit de prendre des décisions politiques.

Jonathan explique que l’idée est de travailler progressivement. De passer de 20 à 30 % d’abord pour atteindre en 10 ans 50%. L’idée n’est pas de couvrir 100% mais déjà rien que 50% ferait basculer le système actuel.

Le Parc Naturel Haute Sur Forêt d’Anlier est en train de créer justement un conseil de politique alimentaire sur leur territoire. Ils ont réalisé dans ce cadre un diagnostic sur l’état de la production et de la consommation alimentaire de produits locaux. Sur certaines filières on dépasse les besoins en consommation (viande), sur d’autres on en est loin (légumes par exemple à 23%).

Question : Comment est-ce que le système de sécurité sociale d'alimentation règle le problème des producteurs?

L’idée est que les 150 euros qui seraient redistribué aux citoyens via le système de sécurité sociale d’alimentation soient dépensables au niveau des producteurs locaux. Pour rappel, certains maraîchers travaillent pour 4 euros de l’heure ce qui est intenable.

**Aujourd'hui, où en est la SSA en Belgique francophone ?**

Un groupe se réunit régulièrement sur Bruxelles pour avancer sur le projet. En font partie (ou ont montré un intérêt) : Fian, la Fédération des services sociaux (FdSS), Solidaris, le Réseau salariats, la Fugea, le MOC, la Croix-Rouge, ATD quart monde, des producteurs (Ferme du champ des cailles, ferme du Chaudron, etc.), des associations d’éducation/sensibilisation comme Rencontre des continents, Quinoa, etc.

Comme l'explique Jonathan, s'il y a des bases très claires au projet, il y a de très nombreuses questions qui devront être débattues. C'est donc un projet qui va se co-construire avec les acteurs qui le souhaitent.

Trois groupes de travail ont été créés pour l'instant :

* Plaidoyer politique
* Projets concrets
* Éducation permanente (Nature Attitude en fait partie pour le moment).

**Echanges en sous-groupe**

Autour des questions suivantes :

* Qu’est-ce que je trouve intéressant, motivant/mobilisant dans ce projet ?
* Toutes les questions que cela m’évoque ?
* En quoi cette idée viendrait bouleverser ma façon de voir les choses/de travailler/mon projet/mon travail.

Projet intéressant car il permet de ne plus stigmatiser les personnes précaires puisque tout le monde aurait droit au même montant sans devoir le demander. Cela donne la possibilité d’avoir accès à des produits qu’on ne consommerait pas sans cela.

L’idée de recréer des petits magasins voir des marchés aussi où seraient vendus les produits locaux, permettrait de recréer du lien social, de prendre un café, manger sur place…

Évoque une ali’mobil : ces camionnettes qui circulaient avant et qui créent du lien social dans les villages.

Peur que le projet n’aboutisse jamais. Comme le salaire minimum. Cela fait 40 ans que l’on en parle mais ne décolle pas. Aura besoin d’une volonté politique forte.

Peut aussi être vu comme un idéal qui permet de mettre déjà autour de la table des secteursstructurés qui se connaissent très mal : producteurs et aide alimentaire, circuits-courts et épiceries sociale, etc. Le contexte est aussi favorable à l’initiative (Ukraine, Covid => prise de conscience forte de la nécessité de relocaliser).

Des pistes déjà mises en œuvres :

* En période de Covid, une structure a reçu une subvention pour distribuer des chèques à des personnes à faibles revenus pour qu’elles puissent aller acheter auprès des producteurs locaux. Cela a super bien marché ! Ils recevaient le chèque en allant chercher leur colis alimentaire.
* La Province a lancé une campagne intitulée « A deux pas de chez moi » pour promouvoir, entre autre, les produits locaux. Un concours a été organisé pour gagner des chèques à dépenser pour des produits locaux.
* De la graine à l’assiette. Ont reçu une subvention sur 3 ans de la RW. Rassemble deux maraichers, deux transformateurs et une école. Objectif de travailler mieux ensemble, de sensibiliser, etc.

Pas de SSA possible sans travailler le Collectif. A tout point de vue. Evoque des agriculteurs qui travaillent ensemble => permet plus de stabilité, moins pénible, répondre à une demande plus importante, etc. Importance de travailler avec les collectivités : écoles, cantines, communes, CPAS.

Une étude a été réalisée sur le foncier détenu par les communes, les CPAS et les fabriques d’église. Elle a été transmise à Terre-en-Vue qui travaille sur la mise à disposition des terres détenues par ces trois acteurs.

Comment faire pour éviter la spéculation comme cela s’est passé avec les panneaux photovoltaïque. Si subvention il y a, risque fort de voir augmenter les prix !

Besoin des connaissances scientifiques, techniques pour pouvoir demain, avec les changements qui s’annoncent, offrir une nourriture locale, variée toute l’année. (Serres enterrées, autres légumes que ceux que l’on mange d’habitude, etc.)

Certaines organisations d’aide alimentaire travaillent pour un système qui produit leurs bénéficiaires. En aidant les gens avec l’aide alimentaire, on pourrait s’attendre à une diminution des bénéficiaires au fil du temps. Cependant, on observe plutôt une augmentation.

Pour un mouvement comme la Croix-rouge par exemple qui a ses valeurs (neutralité) et un rôle d'auxiliaire de pouvoir, il est plus compliqué de prendre part politiquement à ces questions (ce qui n’empêche pas à cette organisation de faire quand c’est nécessaire des plaidoyers humanitaires). Pour les personnes qui ont des casquettes institutionnelles, il s’agit de les prendre en compte et d’y faire attention pour ne pas rendre leur travail habituel et nécessaire impossible. La Croix-Rouge a une bonne expertise et peut être de bons conseils de par sa connaissance des publics et de par sa connaissance de l’organisation au niveau des bénévoles notamment.

Il est nécessaire d’y voir un peu plus clair pour voir ce qui serait à appliquer concrètement sur le terrain.

Une participante attire l’attention sur le fait qu’il ne faut pas entrer dans une démarche trop militante. Pour convaincre les gens, il faut rentrer dans une démarche intellectuelle et penser les choses au niveau pratique.

Les difficultés que rencontrent certaines personnes pour bien se nourrir,en plus de l’aspect financier, c’est la question du temps et de la distance (les distributions sont parfois faites à des heures précises, il faut parfois parcourir de nombreux kilomètres).

Il est difficile de proposer des produits qui sont frais aux bénéficiaires parce que la livraison de ces produits se fait à des moments précis qui ne correspondent pas toujours avec l’ouverture de la boutique d’aide alimentaire. Il faut pouvoir penser à la logistique surtout que l’aide alimentaire demande déjà énormément de temps aux bénévoles.

En proposant des produits bio, il faut aussi que les publics s’habituent à des produits qu’ils ne connaissent pas toujours. Si on change la gamme des produits, est-ce qu’on peut pour autant les imposer aux gens ?

En termes de financement, il faut pouvoir trouver des fonds propres. Dans le système actuel par exemple au niveau des services d’aide alimentaire, le CPAS désignent les personnes qui ont droit à l’aide alimentaire délivrée par la Croix-Rouge (via une carte d’accès). S’il existe un système pour diminuer les coûts des produits pour les bénéficiaires, il y a toujours une part qui est assumée par la Croix-Rouge.

Pour les personnes qui sont déjà impliquées dans des réseaux d’agricultures paysannes et de redistribution de ces produits, on n’a pas toujours conscience de l’aspect social.

Quand on est confronté à des personnes qui dans leurs habitudes vont vers des produits hyper polluants et mauvais pour la santé, comment penser la conscientisation de ces publics ? En ont-ils seulement la possibilité ? Quand les personnes n’ont pas les moyens, ils sont souvent obligés de se tourner vers les produits bon marché et parfois sont habitués à perdre leurs habitudes alimentaires.

Est-ce qu’il ne faudrait pas accompagner les personnes en proposant des recettes.

Comment pourrons-nous récupérer les invendus dans les sous-groupes d’achats ? Comment organiser une collecte de légumes de manière solidaire ?

Une participante explique qu’elle a essayé de faire le mois sans supermarché mais ça demande d’avoir tellement de moyen qu’il est pas possible financièrement de s’en sortir. Elle remarque que pour avoir un bon accès aux études, à une bonne alimentation, ce sont toujours les personnes aisées qui trinquent.

Ce qui est intéressant dans ce projet de la SSA, c’est qu’il s’établit sur un système existant (comme celui des mutuelles) et qu’on peut dès lors l’imaginer sur des gabarits existants. Est-ce qu’il ne faudrait pas changer de paradigme également ?

Est-ce que ces initiatives ne vont pas venir contrecarrer les différentes monnaies locales qui existent dans plusieurs villes-provinces ? Comment penser ces initiatives de manières complémentaires ?

*Ce PV a été réalisé par Nature Attitude et le CIEP.*